

Lundi 7 mars 2016 à Calais. Huit réfugiés iraniens se sont cousus les lèvres pour protester contre la destruction de la zone sud de la jungle et le traitement inhumain infligé aux réfugiés. Près de 3 000 personnes seront évacuées.



On les appelle pudiquement « migrants » en France, « réfugiés » dans les pays anglo-saxons, « exilés » pour certaines associations humanitaires, des dizaines de milliers d'âmes errantes en Europe ont échoué dans ce qu'on appelle désormais les « Hauts de France », espérant gagner l'eldorado anglais. État des lieux après le démantèlement agressif du bidonville de Calais.

## Les camps de réfugiés ou l'humanité en exil

### Des passeurs et des mafias...

Il y a presque quinze ans, l'état mettait fin à grands coups de pelleteuses rageuses au centre de Sangatte (non loin de Calais), et déjà à l'époque, des mafias faisaient régner la terreur et imposaient leurs lois dans le centre. À Calais, l'état a abandonné le camp, laissé pourrir la jungle et se créer un bidonville où la république n'existe pas. Cette ville fantôme de bric et de broc survit avec ses propres règles, ses propres lois. Les mafias tenaient les échoppes qui bordaient l'artère principale du bidonville (dans la fameuse partie sud) et ne voyaient pas d'un bon œil les distributions humanitaires de nourriture qui repré-

sentent une concurrence déloyale pour leur petit business, n'hésitant pas à mettre ces distributions en péril. Ces mafias, souvent liées aux passeurs, entretiennent le business des êtres humains et profitent des situations d'urgence. Ce climat délétère a poussé certaines associations présentes sur place à développer un programme de formation de ses bénévoles et volontaires aux situations de crises proches de celles de l'état de guerre.

### D'un référé à l'autre ...

L'état a été condamné, il y a quelques mois (en novembre 2015), à prendre des mesures d'urgence concernant

les mineurs isolés, les points d'eau, les toilettes, les collectes d'ordures... dans la « jungle » de Calais, suite à un référé déposé par le Secours catholique, Médecins du monde et plusieurs demandeurs d'asile. C'est exactement la même procédure et les mêmes raisons invoquées par l'état pour lancer le démantèlement d'une partie du bidonville calaisien. Prétextant l'insalubrité et la dangerosité du camp, l'état justifie et ordonne par référé la destruction de la partie sud du lieu, réduisant en cendres ou à l'état de ruines les cabanes de celles et ceux qui survivaient là et qui ont fui la guerre depuis la Syrie, l'Afghanistan, le Soudan ou la dictature de l'Érythrée.

Face à la grogne des associations et des réfugiés eux-mêmes, l'état, par la voix de son ministre de l'intérieur Bernard Cazeneuve, s'est lancé dans une longue litanie de promesses assurant un déménagement sans violence et en toute humanité pour une « mise à l'abri » des réfugiés, et ce, sans l'action des bulldozers... Promesses basses évidemment non tenues.

### Les véritables raisons de la destruction des abris...

Les bulldozers et l'armée de CRS qui ont écrasé les maisons des réfugiés l'ont surtout fait pour montrer que l'état voulait donner l'illusion de reprendre la main et de reconquérir son territoire. Soudainement, l'état, comme à Sangatte quelques années auparavant, a eu le besoin de réaffirmer sa souveraineté et cela passe par une action forte, spectaculaire et sans appel.

L'autre raison est que l'état, ne sachant pas gérer la situation que les nations européennes ont pourtant créée, sait pertinemment que le flot de réfugiés ne va pas se tarir, bien au contraire. Le printemps arrivant, ils vont être encore plus nombreux à venir aux portes de l'Europe et potentiellement à venir s'égarer dans ce goulet calaisien.

### ...et la destruction du moral...

L'état espère la dissolution dans l'air de 4 000 migrants. Il propose environ 2 000 places, notamment dans des conteneurs où il faut donner son empreinte palmaire pour entrer. Ce mode de sécurisation refroidi plus d'un réfugié, car les lois hypocrites de l'Europe disent que si un réfugié est « repéré » par une empreinte, par exemple dans un pays, il doit y demander l'asile. Or, on ne peut demander l'asile que dans un seul pays européen. Comme leur objectif est de rejoindre l'Angleterre pour y retrouver famille ou travail (les lois y sont plus souples et les inspecteurs du travail moins regardants), ils veulent à tout prix éviter toutes traces palmaires en France.

Il n'en reste pas moins que 2 000 places pour environ 6 000 migrants, le compte n'est pas juste et le conte encore moins. Mais pourtant, l'état décide de payer une entreprise de démolition pour raser la jungle. Cette violence laissera des traces sur le moral des réfugiés dépités. L'un

d'entre eux me confiait récemment : « Ils ont détruit ma maison. Le peu de choses que j'avais ici, ils l'ont détruit. En fait, il y a beaucoup de gens qui ne nous aiment pas dans ce pays... »

Mais la casse psychologique ne s'arrête pas là. Elle s'attaque aussi aux bénévoles et volontaires qui donnent de leur temps dans les différents camps. Et c'est là, peut-être, un autre objectif de l'état : démobiliser les forces citoyennes qui viennent en aide aux humains échoués là. Certains d'entre eux ont passé de longs jours contre vents et pluies à bâtir des cabanes un peu plus chaleureuses que des tentes qui s'arrachent au vent. Voir ce travail pulvérisé est démotivant.

À Calais, l'état a abandonné le camp, laissé pourrir la jungle et se créer un bidonville où la république n'existe pas.

### Le cas exemplaire de Grande-Synthe...

À quelques kilomètres de Calais, près de Dunkerque, un autre camp plus petit, mais avec tout de même près de 2 000 âmes, s'est bâti petit à petit. Un camp pire encore que celui de Calais, où les hommes, les femmes et les enfants tentaient de survivre dans la boue et en plein vent. Un homme a eu le courage politique de refuser cette situation sur sa commune. Le maire de Grande-Synthe s'est levé face à cette insupportable inhumanité et contre l'avis de certains de ses électeurs face à qui il a défendu son projet, il a décidé de construire un nouveau camp sur une dalle de béton et avec des abris en bois. Et cela contre l'avis de l'état qui refusera de le financer. Pire encore, le jour de l'ouverture de ce camp de réfugiés, l'état n'a rien trouvé de mieux que d'envoyer une commission de sécurité qui rendra un avis défavorable... Qu'importe, Damien Carême, le maire courageux de Grande-Synthe, prendra

la décision d'ouvrir le camp malgré cette décision, assumant la responsabilité pénale en cas de problème.

### Les autres camps ...

Sur la route qui mène à Calais, il existe d'autres camps souvent répartis à proximité d'aires de repos où stationnent les camions qui prennent la direction de l'Angleterre. Les réfugiés espèrent réussir à y monter lors de ces arrêts.

C'est le cas dans les villes de Norrent-Fontes, de Tatinghem, Angres ou encore Steenvoorde où l'association Terre d'Errance gère avec quelques bénévoles une salle paroissiale qui sert d'abri de jour aux réfugiés et parfois de nuit pour ceux qui sont malades. Là encore, l'état, par la voie de la préfecture, a envoyé une commission de sécurité... Celle-ci a rendu un avis défavorable. Elle a demandé la mise aux normes de nombreux points, exigé une jauge maximale de 40 personnes (ils sont plus de 100) et la fermeture du lieu la nuit sans personne à l'intérieur. Un sacré bâton dans la roue voilée des réfugiés et de ceux qui les aident.

### Quelles suites...?

Que va-t-il se passer maintenant?

D'autres camps vont se former, être parfois démantelés, d'autres tensions vont naître chez les réfugiés, avec les passeurs, avec la police mobilisée sur place, avec les riverains dont certains sont à bout et violents... Certains pêcheurs cèdent aux sirènes de l'euro et laissent une embarcation pour quelques milliers d'euros à des réfugiés qui tentent de traverser la Manche et finiront par échouer sur les longues plages de sable de la côte d'Opale.

Les solutions se jouent au niveau international. La paix en Syrie, au Soudan et dans les autres pays en guerre. Mais en attendant, nous sommes quelques-uns à demander un accueil humain et digne à tous celles et ceux, hommes, femmes et enfants qui ont fui la guerre pour un avenir meilleur. C'est tout ce que nous leur souhaitons, c'est tout ce que nous espérons pour l'humanité tout entière. Il est des volontés et des espoirs qu'aucun bulldozer ne saurait détruire.

G.A